



Ordonnance du SEFRI sur la formation professionnelle initiale de

**constructrice d'installations de ventilation/constructeur d'installations
de ventilation**

avec certificat fédéral de capacité (CFC)*

Projet du 12 mai 2017

47907

**Constructrice d'installations de ventilation CFC/
Constructeur d'installations de ventilation CFC**

**Lüftungsanlagenbauerin EFZ/ Lüftungsanlagen-
bauer EFZ**

**Costruttrice di impianti di ventilazione AFC/ Co-
struttore di impianti di ventilazione AFC**

47908

Production

47909

Montage

*Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI),
en accord avec le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO),*

vu l'art. 19 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr)¹,

vu l'art. 12 de l'ordonnance du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle (OFPr)²,

vu l'art. 4, al. 4, de l'ordonnance du 28 septembre 2007 sur la protection des jeunes travailleurs (OLT 5)³,

arrête:

RS

* Les termes désignant des personnes s'appliquent également aux femmes et aux hommes.

1 RS **412.10**

2 RS **412.101**

3 RS **822.115**

Section 1 Objet, orientations et durée

Art. 1 Profil de la profession et orientations

¹ Les constructeurs d'installations de ventilation de niveau CFC maîtrisent notamment les activités suivantes et se distinguent par les connaissances, les aptitudes et les comportements ci-après:

- a. ils sont spécialisés dans la production ou le montage de divers éléments d'installations de ventilation et de climatisation. Ils travaillent dans des entreprises du domaine de la technique de ventilation et de climatisation, qui proposent des produits et des services à un vaste éventail de clientèle (industrie, artisanat, collectivités publiques et particuliers);
- b. dans l'orientation production, ils travaillent essentiellement dans les ateliers de production. Ils s'occupent de la fabrication des réseaux de conduits de ventilation, des armatures et des éléments de construction et exécutent le travail qui leur est attribué de manière autonome et correcte. Ils planifient leurs tâches, préparent la production et développent la tôle pour ensuite fabriquer les produits;
- c. dans l'orientation montage, ils travaillent essentiellement sur les chantiers dans une équipe de montage. Ils sont responsables du travail qui leur a été attribué et l'exécutent de manière autonome et correcte. Ils planifient leurs tâches et posent, finalisent et démontent des installations de ventilation;
- d. afin de mener ces activités de façon autonome et correcte, ils se servent notamment de leur habileté manuelle, de leurs compétences techniques et de leur bonne aptitude à la représentation dans l'espace. De plus, ils savent s'intégrer dans une équipe de manière constructive et font preuve d'une grande résistance physique. Ils appliquent consciencieusement les prescriptions dans le domaine de la sécurité au travail, de la protection de la santé et de la protection de l'environnement.

² Les constructeurs d'installations de ventilation de niveau CFC peuvent choisir entre les orientations suivantes:

- a. production;
- b. montage.

Art. 2 Durée et début

¹ La formation professionnelle initiale dure 3 ans.

² Pour les titulaires d'une attestation fédérale de formation professionnelle d'aide en technique du bâtiment AFP, la première année de la formation professionnelle initiale est prise en compte.

³ Le début de la formation professionnelle initiale est coordonné avec le début de la formation dispensée par l'école professionnelle fréquentée.

Section 2 Objectifs et exigences

Art. 3 Principes

¹ Les objectifs et les exigences de la formation professionnelle initiale sont fixés en termes de compétences opérationnelles, regroupées en domaines de compétences opérationnelles.

² Les compétences opérationnelles comprennent des compétences professionnelles, méthodologiques, sociales et personnelles.

³ Tous les lieux de formation contribuent à l'acquisition des compétences opérationnelles par les personnes en formation. Ils coordonnent les contenus de la formation et des procédures de qualification.

Art. 4 Compétences opérationnelles

¹ La formation comprend les compétences opérationnelles ci-après dans les domaines de compétences opérationnelles suivants:

- a. Planification des travaux en atelier et sur le chantier:
 1. aménager et sécuriser le poste de travail,
 2. trier et éliminer les déchets,
 3. rédiger des rapports,
 4. établir une liste de matériel et de pièces,
 5. entretenir les outils et les machines,
 6. informer les acteurs du chantier sur les installations de ventilation;
- b. Préparation de la fabrication de réseaux de conduits de ventilation, d'armatures et d'éléments de construction (orientation production):
 1. établir une liste du matériel nécessaire,
 2. définir le déroulement de la production;
- c. Développement de réseaux de conduits de ventilation, d'armatures et d'éléments de construction (orientation production):
 1. développer à main libre des pièces de montage rectangulaires, des conduits de ventilation, des armatures et des éléments de construction,
 2. développer à main libre des pièces de montage rondes, des conduits de ventilation, des armatures et des éléments de construction,
 3. développer des pièces de montage et des conduits de ventilation à la machine;
- d. Fabrication de réseaux de conduits de ventilation, d'armatures et d'éléments de construction (orientation production):
 1. fabriquer des pièces de montage et des conduits de ventilation rectangulaires,
 2. fabriquer des pièces de montage et des conduits de ventilation ronds,

3. assembler des pièces de montage et des conduits de ventilation,
 4. fabriquer des clapets de réglage et de fermeture,
 5. fabriquer des grilles d'air neuf et d'air rejeté simples,
 6. fabriquer des dispositifs d'insonorisation,
 7. souder des pièces de montage, des conduits de ventilation et des éléments de construction,
 8. assembler des pièces de montage, des conduits de ventilation et des éléments de construction par brasage tendre;
- e. Pose d'installations de ventilation (orientation montage):
1. définir le déroulement du travail et coordonner les travaux sur le chantier,
 2. monter des appareils de traitement de l'air,
 3. installer des réseaux de conduits de ventilation,
 4. monter des armatures et des éléments de construction,
 5. contrôler les installations terminées;
- f. Finalisation d'installations de ventilation (orientation montage):
1. monter des grilles et diffuseurs d'air,
 2. monter des périphériques de régulation,
 3. procéder à un essai de pression,
 4. étiqueter des installations;
- g. Démontage d'installations de ventilation (orientation montage):
1. évaluer la situation sur le site,
 2. préparer les outils, les machines et le matériel pour le démontage,
 3. démonter des installations,
 4. préparer les matériaux recyclables pour le transport.

² Les personnes en formation doivent obligatoirement acquérir les compétences opérationnelles dans le domaine de compétences opérationnelles a. Les autres domaines de compétences opérationnelles sont obligatoires comme suit en fonction de l'orientation:

- a. pour l'orientation production: les domaines de compétences opérationnelles b à d;
- b. pour l'orientation montage: les domaines de compétences opérationnelles e à g.

Section 3

Sécurité au travail, protection de la santé et protection de l'environnement

Art. 5

¹ Dès le début de la formation, les prestataires de la formation remettent et expliquent aux personnes en formation les directives et les recommandations en matière de sécurité au travail, de protection de la santé et de protection de l'environnement, en particulier celles relatives à la communication des dangers (symboles de danger, pictogrammes, signes d'interdiction) dans ces trois domaines.

² Les directives et les recommandations précitées font partie intégrante de la formation dispensée dans tous les lieux de formation et elles sont prises en considération dans les procédures de qualification.

³ Les personnes en formation acquièrent, sur tous les lieux de formation, des connaissances en matière de développement durable, notamment en ce qui concerne l'équilibre entre les intérêts sociétaux, écologiques et économiques.

⁴ En dérogation à l'art. 4, al. 1, OLT 5, il est permis d'occuper les personnes en formation, en fonction de leur niveau de connaissance, aux travaux suivants:

- a. les travaux qui dépassent objectivement les capacités physiques des jeunes;
- b. les travaux qui exposent les jeunes à des influences physiques dangereuses pour la santé, notamment les travaux en cas de bruit considérable;
- c. les travaux exposant les jeunes à des agents chimiques dangereux pour la santé signalés par une phrase R conformément à l'ordonnance du 18 mai 2005 sur les produits chimiques⁴ ou par une phrase H selon le règlement (CE) n° 1272/2008⁵ dans sa version citée à l'annexe 2, ch. 1, de l'ordonnance du 5 juin 2015 sur les produits chimiques⁶:
 1. substances pouvant entraîner une sensibilisation par inhalation (désignées par «S» dans la liste «Valeurs limites d'exposition aux postes de travail»; R42/H334),
 2. substances pouvant entraîner une sensibilisation par contact avec la peau (désignées par «S» dans la liste «Valeurs limites d'exposition aux postes de travail»; R43/H317);
- d. les travaux qui s'effectuent avec des machines, des équipements et des outils présentant des risques d'accidents dont on peut supposer que les jeunes, du

⁴ RO 2005 2721, 2007 821, 2009 401 805, 2010 5223, 2011 5227, 2012 6103, 2013 201 3041, 2014 2073 3857

⁵ Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.

⁶ RS 813.11

fait de leur conscience insuffisante des risques ou de leur manque d'expérience ou de formation, ne peuvent ni les identifier ni les prévenir;

- e. les travaux comportant des risques importants d'incendie, d'explosion, d'accident ou de maladie;
- f. les travaux qui s'effectuent à des hauteurs dangereuses;
- g. le triage de matériaux usagés.

⁵ Cette dérogation, qui s'applique à une occupation selon l'al. 4, présuppose que les personnes en formation soient formées, encadrées et surveillées en fonction des risques élevés; ces dispositions particulières sont définies dans le plan de formation en tant que mesures d'accompagnement en matière de sécurité au travail et de protection de la santé.

Section 4

Etendue de la formation dans les différents lieux de formation et langue d'enseignement

Art. 6 Formation à la pratique professionnelle dans l'entreprise et dans d'autres lieux de formation comparables

La formation à la pratique professionnelle en entreprise s'étend sur toute la durée de la formation professionnelle initiale, en moyenne à raison de 4 jours par semaine.

Art. 7 Ecole professionnelle

¹ L'enseignement obligatoire dispensé à l'école professionnelle comprend 1080 périodes d'enseignement. Celles-ci sont réparties selon le tableau suivant:

Enseignement	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année	Total
a. Connaissances professionnelles				
– Planification des travaux en atelier et sur le chantier	100	100	-	200
– Domaines de compétences opérationnelles propres à l'orientation	100	100	200	400
Total Connaissances professionnelles	200	200	200	600
b. Culture générale	120	120	120	360
c. Education physique	40	40	40	120
Total des périodes d'enseignement	360	360	360	1080

² De légères divergences par rapport au nombre prescrit de périodes d'enseignement par année d'apprentissage au sein d'un domaine de compétences opérationnelles sont possibles, en accord avec les autorités cantonales et les organisations du monde

du travail compétentes. L'atteinte des objectifs de formation prescrits doit être garantie dans tous les cas.

³ L'enseignement de la culture générale est régi par l'ordonnance du SEFRI du 27 avril 2006 concernant les conditions minimales relatives à la culture générale dans la formation professionnelle initiale ⁷.

⁴ La langue d'enseignement est en règle générale la langue nationale du lieu d'implantation de l'école. Les cantons peuvent admettre d'autres langues d'enseignement en plus de la langue nationale du lieu d'implantation de l'école.

⁵ L'enseignement bilingue est recommandé dans la langue nationale du lieu d'implantation de l'école et dans une autre langue nationale ou en anglais.

Art. 8 Cours interentreprises

¹ Les cours interentreprises comprennent 32 jours de cours, à raison de 8 heures de cours par jour.

² Les jours et les contenus sont répartis comme suit:

a. sur 5 cours pour l'orientation production:

Année	Cours	Domaine de compétences opérationnelles/compétence opérationnelle	Nbre jours
1 ^{re}	Cours 1	Planification des travaux en atelier et sur le chantier	4
1 ^{re}	Cours 2	Domaines de compétences opérationnelles propres à l'orientation	8
2 ^e	Cours 3	Domaines de compétences opérationnelles propres à l'orientation	4
2 ^e	Cours 4	Souder des pièces de montage, des conduits de ventilation et des éléments de construction Assembler des pièces de montage, des conduits de ventilation et des éléments de construction par brasage tendre	8
3 ^e	Cours 5	Fabriquer des grilles d'air neuf et d'air rejeté simples	8

b. sur 5 cours pour l'orientation montage:

Année	Cours	Domaine de compétences opérationnelles/compétence opérationnelle	Nbre jours
1 ^{re}	Cours 1	Planification des travaux en atelier et sur le chantier	4
1 ^{re}	Cours 2	Domaines de compétences opérationnelles propres à l'orientation	4
2 ^e	Cours 3	Domaines de compétences opérationnelles propres à l'orientation	12
2 ^e	Cours 4	Installer des réseaux de conduits de ventilation (souder les matières synthétiques)	4

³ Aucun cours interentreprises ne doit avoir lieu durant le dernier semestre de la formation professionnelle initiale.

Section 5 Plan de formation

Art. 9

¹ Un plan de formation, édicté par l'organisation du monde du travail compétente et approuvé par le SEFRI, est disponible au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

² Le plan de formation:

- a. contient le profil de qualification; celui-ci comprend:
 - 1. le profil de la profession,
 - 2. la vue d'ensemble des domaines de compétences opérationnelles et des compétences opérationnelles, et
 - 3. le niveau d'exigences de la profession;
- b. détaille les contenus de la formation initiale et les dispositions en matière de sécurité au travail, de protection de la santé et de protection de l'environnement, et définit quelles compétences opérationnelles sont transmises et acquises dans chaque lieu de formation;
- c. détaille les mesures d'accompagnement en matière de sécurité au travail et de protection de la santé dans une annexe.

³ Le plan de formation est assorti de la liste des instruments servant à promouvoir la qualité de la formation professionnelle initiale avec indication des sources.

Section 6

Exigences posées aux formateurs et nombre maximal de personnes en formation dans l'entreprise

Art. 10 Exigences posées aux formateurs

Les exigences posées aux formateurs sont remplies par:

- a. les constructeurs d'installations de ventilation CFC justifiant d'au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation qu'ils dispensent;

- b. les personnes titulaires d'un CFC dans une profession apparentée et justifiant des connaissances professionnelles requises propres aux constructeurs d'installations de ventilation CFC et d'au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation qu'elles dispensent;
- c. les personnes titulaires d'un titre correspondant de la formation professionnelle supérieure;
- d. les personnes titulaires d'un diplôme correspondant d'une haute école et justifiant d'au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la formation qu'elles dispensent.

Art. 11 Nombre maximal de personnes en formation

¹ Les entreprises qui disposent d'un formateur occupé à 100 % ou de deux formateurs occupés chacun au moins à 60 % peuvent former une personne.

² Une autre personne peut être formée pour chaque professionnel supplémentaire occupé à 100 % ou pour chaque groupe supplémentaire de deux professionnels occupés chacun au moins à 60 %.

³ Sont réputés professionnels les titulaires d'un certificat fédéral de capacité ou d'une qualification équivalente dans le domaine de la personne en formation.

⁴ Dans les entreprises qui ne sont autorisées à former qu'une seule personne, une seconde personne peut commencer sa formation si la première entame sa dernière année de formation professionnelle initiale.

⁵ Dans des cas particuliers, l'autorité cantonale peut autoriser une entreprise ayant formé depuis plusieurs années des personnes avec grand succès à dépasser le nombre maximal de personnes en formation.

Section 7

Dossier de formation, rapport de formation et dossiers des prestations

Art. 12 Dossier de formation

¹ Pendant la formation à la pratique professionnelle, la personne en formation tient un dossier de formation dans lequel elle inscrit au fur et à mesure les travaux importants concernant les compétences opérationnelles à acquérir.

² Au moins une fois par semestre, le formateur contrôle et signe le dossier de formation. Il en discute avec la personne en formation au moins une fois par semestre.

Art. 13 Rapport de formation

¹ A la fin de chaque semestre, le formateur établit un rapport attestant le niveau atteint par la personne en formation. A cette fin, il se fonde sur les prestations de la personne en formation pendant la formation en entreprise et sur les remarques rela-

tives aux prestations fournies à l'école professionnelle et dans les cours interentreprises. Il discute du rapport de formation avec la personne en formation.

² Le formateur et la personne en formation conviennent si nécessaire de mesures permettant d'atteindre les objectifs de la formation et fixent des délais en conséquence. Ils consignent les décisions et les mesures prises par écrit.

³ A l'issue du délai fixé, le formateur vérifie l'efficacité des mesures prises et fait mention de ses conclusions dans le rapport de formation suivant.

⁴ Si les objectifs ne sont pas atteints malgré les mesures prises ou si les chances de réussite de la personne en formation sont compromises, le formateur le signale par écrit aux parties contractantes et à l'autorité cantonale.

Art. 14 Dossier des prestations fournies à l'école professionnelle

Les écoles professionnelles documentent les prestations de la personne en formation relatives aux domaines de compétences opérationnelles enseignés et à la culture générale, et établissent un bulletin à son intention au terme de chaque semestre.

Art. 15 Dossier des prestations fournies durant les cours interentreprises

¹ Les prestataires des cours interentreprises documentent les prestations de la personne en formation sous la forme d'un contrôle de compétence effectué après chaque cours interentreprises.

² Les contrôles de compétence sont sanctionnés par des notes. Celles-ci sont prises en compte pour le calcul de la note d'expérience.

Section 8 Procédures de qualification

Art. 16 Admission

Est admise aux procédures de qualification la personne qui a suivi la formation professionnelle initiale:

- a. conformément à la présente ordonnance;
- b. dans une institution de formation accréditée par le canton, ou
- c. dans un autre cadre que celui d'une filière de formation réglementée et qui:
 1. a acquis l'expérience professionnelle nécessaire visée à l'art. 32 OFPr,
 2. a effectué 3 ans au minimum de cette expérience dans le domaine d'activité des constructeurs d'installations de ventilation CFC, et
 3. démontre qu'elle satisfait aux exigences des procédures de qualification.

Art. 17 Objet

Les procédures de qualification visent à démontrer que les compétences opérationnelles décrites à l'art. 4 ont été acquises.

Art. 18 Etendue et organisation de la procédure de qualification avec examen final

¹ La procédure de qualification avec examen final porte sur les compétences opérationnelles dans les domaines de qualification ci-après selon les modalités suivantes:

- a. travail pratique sous la forme d'un travail pratique prescrit (TPP) d'une durée de 16 heures. Les règles suivantes sont applicables:
 1. ce domaine de qualification est évalué vers la fin de la formation professionnelle initiale,
 2. la personne en formation doit montrer qu'elle est à même d'exécuter les tâches demandées dans les règles de l'art et en fonction des besoins et de la situation,
 3. le dossier de formation et les documents relatifs aux cours interentreprises peuvent être utilisés comme aides,
 4. ce domaine de qualification porte sur les domaines de compétences opérationnelles ci-après assortis des pondérations suivantes:

Point d'appréciation	Domaine de compétences opérationnelles	Pondération
1	Planification des travaux en atelier et sur le chantier	15 %
2	Domaine de compétences opérationnelles propre à l'orientation	70 %
3	Entretien professionnel concernant tous les domaines de compétences opérationnelles	15 %

- b. connaissances professionnelles d'une durée de 3 heures. Les règles suivantes sont applicables:
 1. ce domaine de qualification est évalué vers la fin de la formation professionnelle initiale,
 2. il fait l'objet d'un examen écrit et porte sur les domaines de compétences opérationnelles ci-après assortis des durées et des pondérations suivantes:

Point d'appréciation	Domaine de compétences opérationnelles	Durée	Pondération
1	Planification des travaux en atelier et sur le chantier	60 min	30 %
2	Domaine de compétences opérationnelles propre à l'orientation	120 min	70 %

- c. culture générale. Ce domaine de qualification est régi par l'ordonnance du SEFRI du 27 avril 2006 concernant les conditions minimales relatives à la culture générale dans la formation professionnelle initiale⁸.

² Dans chaque domaine de qualification, les prestations sont évaluées par au moins deux experts aux examens.

Art. 19 Conditions de réussite, calcul et pondération des notes

¹ La procédure de qualification avec examen final est réussie si:

- a. la note du domaine de qualification «travail pratique» est supérieure ou égale à 4, et
- b. la note globale est supérieure ou égale à 4.

² La note globale correspond à la moyenne, arrondie à la première décimale, des notes pondérées des domaines de qualification de l'examen final et de la note d'expérience pondérée.

³ La note d'expérience correspond à la moyenne, arrondie à la première décimale, des notes ci-après pondérées de la manière suivante:

- a. enseignement des connaissances professionnelles: 30 %;
- b. cours interentreprises: 70 %.

⁴ La note de l'enseignement des connaissances professionnelles correspond à la moyenne, arrondie à une note entière ou à une demi-note, des 6 notes semestrielles.

⁵ La note des cours interentreprises correspond à la moyenne, arrondie à une note entière ou à une demi-note, des 5 notes des contrôles de compétence.

⁶ Pour le calcul de la note globale, les notes sont pondérées de la manière suivante:

- a. travail pratique: 30 %;
- b. connaissances professionnelles: 20 %;
- c. culture générale: 20 %;
- d. note d'expérience: 30 %.

Art. 20 Répétitions

¹ La répétition de la procédure de qualification est régie par l'art. 33 OFPr.

² Si un domaine de qualification doit être répété, il doit l'être dans sa globalité.

³ Pour les personnes qui répètent l'examen final et qui ne suivent plus l'enseignement des connaissances professionnelles, l'ancienne note d'expérience est prise en compte. Pour les personnes qui suivent à nouveau l'enseignement des

⁸ RS 412.101.241

connaissances professionnelles pendant 2 semestres au minimum, seules les nouvelles notes sont prises en compte pour le calcul de la note d'expérience.

⁴ Pour les personnes qui répètent l'examen final et qui ne suivent plus les cours interentreprises, l'ancienne note est prise en compte. Pour les personnes qui suivent à nouveau les deux derniers cours interentreprises évalués, seules les nouvelles notes sont prises en compte pour le calcul de la note d'expérience.

Art. 21 Qualifications acquises hors du cadre d'une filière de formation réglementée (cas particulier)

¹ Pour les personnes qui ont acquis les compétences opérationnelles requises hors du cadre de la formation professionnelle initiale réglementée et subi l'examen final régi par la présente ordonnance, il n'y a pas de note d'expérience.

² Pour le calcul de la note globale, les notes sont pondérées de la manière suivante:

- a. travail pratique: 50 %;
- b. connaissances professionnelles: 30 %;
- c. culture générale: 20 %.

Section 9 Certificat et titre

Art. 22

¹ La personne qui a réussi une procédure de qualification reçoit le certificat fédéral de capacité (CFC).

² Le CFC autorise ses titulaires à porter le titre légalement protégé de «constructrice d'installations de ventilation CFC»/«constructeur d'installations de ventilation CFC».

³ Le CFC mentionne l'orientation choisie.

⁴ Si le CFC a été obtenu par le biais de la procédure de qualification avec examen final, le bulletin de notes mentionne:

- a. la note globale;
- b. les notes de chaque domaine de qualification de l'examen final et, sous réserve de l'art. 21, al. 1, la note d'expérience;
- c. l'orientation choisie.

Section 10 Développement de la qualité et organisation

Art. 23 Commission suisse pour le développement de la profession et la qualité de la formation dans les professions de la technique du bâtiment

¹ La Commission suisse pour le développement de la profession et la qualité de la formation dans les professions de la technique du bâtiment (commission) comprend:

- a. sept à huit représentants de l'Association suisse et liechtensteinoise de la technique du bâtiment «suissetec»;
- b. un représentant des enseignants des connaissances professionnelles;
- c. au moins un représentant de la Confédération et au moins un représentant des cantons.

² Les régions linguistiques sont représentées équitablement.

³ La commission s'auto-constitue.

⁴ Elle est notamment chargée des tâches suivantes:

- a. examiner l'ordonnance et le plan de formation au moins tous les 5 ans en fonction des développements économiques, technologiques, écologiques et didactiques; intégrer, le cas échéant, de nouveaux aspects organisationnels de la formation professionnelle initiale;
- b. demander à l'organisation du monde du travail compétente de proposer au SEFRI des modifications de l'ordonnance, pour autant que les développements constatés requièrent une adaptation de cette dernière;
- c. proposer à l'organisation du monde du travail compétente de modifier le plan de formation, pour autant que les développements constatés requièrent une adaptation de ce dernier;
- d. prendre position sur les instruments de validation des acquis de l'expérience.
- e. prendre position sur les instruments servant à promouvoir la qualité de la formation professionnelle initiale, en particulier sur les dispositions d'exécution relatives aux procédures de qualification.

Art. 24 Organe responsable et organisation des cours interentreprises

¹ L'organe responsable des cours interentreprises est l'association suissetec.

² Le canton peut, en concertation avec les organisations du monde du travail compétentes, confier l'organisation des cours interentreprises à une autre institution, notamment si la qualité ou l'organisation de ces cours ne peuvent plus être assurées.

³ Les cantons déterminent l'organisation et le déroulement des cours interentreprises avec l'organe responsable.

⁴ Les autorités cantonales compétentes ont accès aux cours en tout temps.

Section 11 Dispositions finales

Art. 25 Abrogation d'autres actes et révocation d'approbations

¹ L'ordonnance du SEFRI du 12 décembre 2007 sur la formation professionnelle initiale de constructeur d'installations de ventilation avec certificat fédéral de capacité (CFC)⁹ est abrogée.

² L'approbation du plan de formation de constructeur d'installations de ventilation CFC du 12 décembre 2007 est révoquée.

Art. 26 Dispositions transitoires

¹ Les personnes qui ont commencé leur formation de constructeur d'installations de ventilation avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance l'achèvent selon l'ancien droit, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

² Les candidats qui répètent la procédure de qualification avec examen final de constructeur d'installations de ventilation jusqu'au 31 décembre 2023 verront leurs prestations appréciées selon l'ancien droit. Sur demande écrite, ils seront évalués selon le nouveau droit.

³ Les dispositions relatives aux procédures de qualification, au certificat et au titre (art. 16 à 22) sont applicables pour la première fois au 1^{er} janvier 2022.

Art. 27 Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

[Date]

Secrétariat d'Etat à la formation,
à la recherche et à l'innovation SEFRI

Josef Widmer
Directeur suppléant

⁹ RO 2008 113

